

LE GRAND JEU DE GAULLE

AU COURS des dernières semaines, une crise sévère a éclaté au sein du Marché commun européen. Les quotidiens de France, de Hollande et de Grande-Bretagne parlent d'un plan mijoté par le gouvernement français et tendant à quitter à la fois le Marché commun et l'O.T.A.N. l'alliance militaire parrainée par Washington.

Spaak, l'homme d'Etat belge, précurseur du Marché commun, s'est précipité à Paris pour tenter de rallier le général à ses vues. Même Adenauer, qui a maintenant près de 90 ans, a fait un pèlerinage pour voir le sphinx français et tenter de sauver sa création spirituelle, l'axe Bonn-Paris. Aussi bien dans les milieux de la bourgeoisie que dans ceux de la classe ouvrière, où on a pris l'habitude de regarder le Marché commun comme définitivement établi, cette crise subite a provoqué une surprise considérable.

*

Il n'est pas douteux qu'il y ait une large part de bluff dans les menaces de de Gaulle. Il n'est pas fondamentalement opposé ni à l'alliance militaire atlantique de l'impérialisme occidental ni à l'« intégration européenne », limitée aux gouvernements capitalistes. Ce qu'il veut, c'est modifier le rapport des forces. Il cherche à réduire le poids qu'il estime excessif de l'impérialisme américain et de ses alliés les plus proches, et à conquérir la promotion de la France (et de lui-même) au statut d'« allié privilégié » au sein de l'O.T.A.N. et de « leader » au sein du Marché commun.

Ces objectifs se sont cristallisés dans son plan de création d'un « directeur de l'O.T.A.N. », composé des USA, de l'Angleterre et de la France, au sein duquel le pouvoir de décision quant à l'emploi des armes nucléaires stationnées en Europe serait exercé en commun. Etant donné que la France ne peut évidemment pas se mesurer en puissance avec l'impérialisme américain, un tel directeur n'a aucune chance d'être constitué, à moins que de Gaulle ne parvienne à parler au nom des six pays du Marché commun. Cette éventualité peu probable, présuppose à son tour que soit atteint un autre objectif, consistant à créer à Paris un « secrétariat politique » des six pays du Marché commun, en unifiant leurs politiques étran-

gère et militaire. En pratique, le schéma de de Gaulle revient à frustrer la bourgeoisie ouest-allemande de sa position d'« allié privilégié » de Washington, en échange d'une étroite collaboration avec Paris.

Ces plans ont paru recueillir quelques succès tant qu'Adenauer demeura chancelier. Cependant, les marxistes soulignèrent alors, dans leur analyse, que la bourgeoisie ouest-allemande dans sa majorité, pour des raisons économiques et militaires évidentes, se rendait compte qu'une politique d'opposition systématique à Washington équivaldrait à un suicide. L'obstination d'Adenauer dans cette politique fut la raison majeure de son remplacement par Erhard.

*

Avec Erhard au poste de commandement, l'Allemagne de l'ouest est retombée dans l'ornière déjà bien usée de l'alignement sur Washington, réduisant l'« axe Bonn-Paris » à une dérision. Elle est la seule grande puissance européenne qui accepte la force nucléaire multilatérale du Pentagone. Elle crée maintenant des obstacles toujours nouveaux à la poursuite de l'intégration économique européenne, s'orientant, au contraire, vers des relations commerciales élargies avec les USA, le Canada, les pays du Commonwealth, l'Amérique latine, le Japon etc. Il en est résulté un nouveau conflit avec Paris. De Gaulle a réagi en recourant à sa manœuvre habituelle. Il a menacé de quitter le Marché commun, à moins que l'Allemagne de l'ouest n'ouvre ses barrières douanières à l'entrée du blé français à partir de la mi-décembre. Conformément au traité du Marché Commun, les droits de douane doivent être abolis entre les six pays non seulement pour les produits industriels, mais aussi pour les produits agricoles. Du point de vue de l'industrie, l'Allemagne de l'ouest doit y gagner, mais du point de vue de l'agriculture, elle risque d'y perdre, étant donné que le prix de revient du blé est plus bas en France qu'en Allemagne. Par suite, le gouvernement Erhard a cherché à gagner du temps pour abaisser les barrières douanières dans ce secteur. C'est là une concession aux agriculteurs d'Allemagne de l'ouest, qui ont un grand poids électoral dans le parti démocrate-chrétien actuellement au pouvoir. Erhard

redoute la défaite aux élections générales de l'année prochaine s'il hâtait une crise agricole en autorisant la libre entrée du blé français.

En plus, cette libre entrée réduirait les importations des USA, du Canada, d'Australie et d'Argentine. Ces pays sont des acheteurs importants pour les produits manufacturés d'Allemagne de l'ouest. Ils sont ainsi en mesure d'exercer une rétorsion si les ventes de blé à l'Allemagne de l'ouest diminuent par suite du recours aux importations françaises.

Il est possible que la menace de de Gaulle de quitter le Marché commun ne soit qu'un chantage, destiné à aplâner ses propres difficultés avec les agriculteurs français. Ceux-ci exercent sur lui une pression plutôt vigoureuse, et il aimerait sans doute les apaiser avec l'attrait d'un profit sur le marché Ouest-allemand, à titre de compensation pour la réduction continue de leur revenu réel.

Dans le même sens que tout cela il y a une menace bien claire de se rapprocher de Moscou. De Gaulle a rompu l'accord entre les pays de l'O.T.A.N. stipulant que des crédits commerciaux ne pouvaient être accordés à l'Union soviétique pour une durée supérieure à cinq ans ; il a accru le volume du commerce avec l'Union soviétique, et il a même pressenti le gouvernement soviétique pour qu'il lui fournisse du matériel destiné à l'aviation supersonique Concorde, après la décision du gouvernement travailliste de cesser de collaborer à ce projet.

*

Un bluff, cependant, peut toujours conduire son auteur au pied du mur et celui-ci peut alors avoir à prendre une décision « déchirante ». Devrait-il « aller jusqu'à la rupture » ? Etant donné le caractère particulier du régime bonapartiste aujourd'hui en France et l'extrême dépendance de la bourgeoisie française vis-à-vis de son « sauveur », on ne peut exclure que de Gaulle mette sa menace à exécution, si les joueurs de poker de Wall Street et de Düsseldorf décident de tenir bon jusqu'au bout. La possibilité d'une action désespérée de ce genre peut être renforcée par la conviction que l'industrie française doit s'attendre à un rétrécissement de ses débouchés dans le Marché commun, par sui-

te d'une concurrence allemande plus dure et des restrictions aux importations récemment décrétées en Italie (ce qui pourrait également se produire en Hollande avant peu) en raison du déficit croissant de la balance des paiements. Cette action s'accompagnerait d'efforts pour trouver des marchés de « substitution » en Amérique Latine (d'où la récente tournée de de Gaulle là-bas), en Afrique (d'où les efforts pour maintenir des relations cordiales avec certains des gouvernements les plus radicaux d'Afrique, tels que ceux d'Algérie, du Congo-Brazzaville, et d'Égypte), et dans les états ouvriers (d'où la reconnaissance de la République populaire de Chine).

*

Cependant, si on regarde de près les chiffres habituels des échanges commerciaux et la nature des exportations françaises, une telle action serait vraiment désespérée et n'aurait un sens que pour les secteurs du capitalisme français intimement liés au secteur étatique et vendant une grande partie de leur production aux gouvernements (électronique, constructions navales, aéronautique, travaux publics, armements, houillères, gaz, électricité, etc). Rompre avec le Marché commun serait extrêmement irrationnel pour les secteurs les plus importants, qui produisent des biens de consommation durable et de l'équipement industriel. Ils exportent largement en direction des pays européens. Ce qui rend la phase actuelle du développement du Marché commun si délicate, c'est que les manœuvres de de Gaulle coïncident avec un début de récession dans certains secteurs de base de l'industrie (automobile, sidérurgie, charbon, produits chimiques, textile), par suite des excès de l'expansion lors de la phase précédente et des mesures protectionnistes prises par les capitalistes italiens pour sauvegarder leur propre « marché interne » et faire face au déclin de la production industrielle et du revenu réel en Italie, au cours des six derniers mois. Cela explique pourquoi certains dirigeants du Marché commun esquissent un pas en avant à caractère dramatique, sous la forme d'une intégration économique, afin de combattre l'impression que toute cette mécanique délicate et nouée avec art s'est soudain mise à s'enrayer.

M. E.

Nouvelle étape au Chili

(Suite de la page 7)

plus, une ouverture vers les pays non engagés avec une allusion particulière à l'Algérie de Ben Bella (où il a d'ailleurs été invité).

En politique intérieure le discours inaugural a repris les principaux thèmes de la campagne électorale démocrate-chrétienne, entre autres, ceux de la nécessité d'une diffusion plus large et d'une réorganisation de l'instruction et d'une politique de la construction qui améliore les conditions d'habitation désastreuses des très larges secteurs populaires aussi bien dans les villes qu'à la campagne. S'adressant aux paysans Frei déclare notamment : « Je suis pour que progressivement les paysans deviennent maîtres de la terre et que la propriété ne soit pas concentrée dans quelques mains ; pour que ceux qui travaillent dans les champs reçoivent un revenu et un salaire juste et que les lois qui les défendent s'appliquent avec rigueur. »

Au delà de toutes les proclamations idéologique et programmatiques, il est clair qu'un changement très important se réalise avec l'avènement au pouvoir de Frei. Il s'agit certes d'un gouvernement bourgeois. Mais la formule est nouvelle et il est juste de di-

re que le pouvoir ne sera pas exercé, comme auparavant, directement par des secteurs donnés des classes dominantes. Frei n'est pas le représentant direct de l'oligarchie, ni des milieux financiers ni de la bourgeoisie marchande ; jouissant d'un soutien populaire assez large et de la sympathie de secteurs de la bourgeoisie industrielle et de la moyenne bourgeoisie, son rôle sera de préserver la structure capitaliste de base de la société chilienne par des médiations parfois complexes et des jeux d'équilibre. En dernière analyse sa force réside dans la possibilité qu'il a de manœuvrer entre des couches sociales différentes : il pourra, tantôt faire appel à des secteurs populaires pour imposer des mesures peu agréables à des secteurs bourgeois conservateurs et s'appuyer tantôt sur les forces bourgeoises pour faire face à des pressions trop grandes des masses.

On s'interroge dans tous les milieux chiliens sur la possibilité d'une réussite — ne fut-ce que partielle — de l'expérience freiste. Les réponses sont naturellement variables, en fonction des intérêts, des espoirs et des craintes, mais en général dans les milieux bourgeois, y compris non freistes, on est enclin à considérer la tentative de Frei comme une dernière chance de « démocratie » face au « marxisme-léninisme », tandis que dans les milieux de gauche prévaut la tendance à prévoir un échec, même à une échéance très rapprochée.

Il est certain que Frei commence son activité présidentielle dans des conditions objectives difficiles, sur-

tout sur le plan économique. Dans un article récent, le quotidien chilien le plus autorisé, *El Mercurio*, a rappelé que l'économie du pays se trouve dans une phase de stagnation prolongée, avec une tendance à l'aggravation dans la période la plus récente. En fait, après les résultats assez favorables des années 1960 à 1962, l'augmentation de la production en 1963 suffit à peine à compenser l'augmentation de la population (avec la conséquence qu'il faut importer des denrées alimentaires, limitant ainsi ultérieurement les disponibilités des devises étrangères).

L'évolution de la balance des paiements est négative et l'endettement du pays a atteint des proportions gigantesques, si bien que les frais des amortissements et des intérêts absorbent une proportion croissante des fonds recueillis de l'étranger (20 % en 1962 et 37 % en 1963). Dans de telles conditions les efforts de stabilisation monétaire ont fait lamentablement faillite : en 1963 le coût de la vie a augmenté de 45 %. Frei n'a d'ailleurs pas gardé le silence sur le sérieux de la situation en déclarant que cette situation ne peut être changée « ni en un jour, ni en un mois, ni en un an ».

Il y a cependant des facteurs favorables qu'on ne saurait sous-estimer. Frei est sorti vainqueur des élections de septembre avec une marge très considérable et il n'y a pas de doute qu'il a reçu le soutien de larges secteurs populaires, y compris prolétaires. La gauche a subi un coup très dur et elle se trouve dans une situation assez critique à plusieurs égards :

il est possible que Frei renforce sa position parlementaire aux élections de mars et que son parti réussisse à s'assurer le contrôle d'autres syndicats importants, sinon de la CUT dans son ensemble. Du point de vue de l'impérialisme américain, dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, on pourrait difficilement imaginer une situation plus encourageante. Il est logique de supposer que Washington fera tous les efforts, pour assurer la réussite de l'expérience Frei.

Cela signifie qu'une période difficile s'ouvre pour le mouvement ouvrier chilien : non pas que le mouvement ait subi une défaite écrasante et que la situation objective rende impossible une contre-offensive plus ou moins proche, mais l'adversaire est en train d'organiser un nouveau système de défense, il jouit d'un certain soutien populaire, esquisse une orientation nouvelle, ce qui oblige à des analyses plus approfondies, si on veut être en mesure d'élaborer une ligne stratégique et tactique valable pour la période qui s'ouvre. S'il est vrai que la réaffirmation du caractère essentiellement bourgeois du « freisme » est un préalable, car un escamotage quelconque de cette vérité première pourrait ouvrir la porte à des formules désastreuses de collaboration de classe, il n'est pas moins vrai qu'on ne saurait se limiter à répéter cette vérité et à escamoter une usure facile et rapide du freisme. Les problèmes d'orientation tactique spécifique acquièrent donc une importance primordiale. *Uvio MAITAN.*